

*Initiatives ministérielles*

Il me semble que le gouvernement actuel est commis dans cette direction de favoriser au maximum le commerce des entreprises canadiennes. Je serais très surpris qu'au lendemain du 30 octobre, on décide de mettre un frein sur cette direction sous toutes sortes de considérations politiques, parce la priorité avouée du gouvernement—et on peut avoir encore des doutes—est la création d'emplois. Si la création d'emplois est la priorité, est-ce dans l'intérêt du gouvernement de faire en sorte ou de choisir un comportement qui va nuire à cette création? J'en doute.

Les Canadiens et les Québécois voient très bien, je crois, la réalité économique. J'habite Ville-Marie, et quand je me lève le matin, si je regarde le lac de l'autre côté, je vois l'Ontario. On est séparé par un lac qui est à peine à quelques milles de distance; donc, s'il n'y a pas trop de brouillard, on voit de l'autre côté du lac. Les gens, la fin de semaine, vont souvent, par habitude, mais aussi parce qu'il y a un certain type d'économie de services qui s'y est développé, acheter des biens et services consommés en Ontario. C'est la même chose pour une autre extrémité de mon comté, la ville de Témiscamingue, où 200 travailleurs ontariens viennent travailler chaque matin à une entreprise de pâtes et papiers qui fonctionne très bien dans le comté. Ces gens vont vouloir continuer à venir travailler au Québec, j'en suis sûr. Ils vont vouloir aussi que les gens du Québec qui achètent leurs produits dans leurs centres d'achats, dans leurs commerces puissent continuer à le faire. C'est d'ailleurs dans le comté du premier ministre de l'Ontario, par hasard, lequel vient de se faire élire en promettant une réduction importante des taxes.

Donc, je suis convaincu qu'il va vouloir défendre les intérêts des gens de son comté, protéger leurs emplois et le marché des gens d'affaires. Il va y avoir des discussions, des négociations et des ententes. Tout le monde va continuer à travailler dans le sens de la loi que nous adoptons aujourd'hui, avec laquelle nous sommes en faveur. C'est pour favoriser le commerce extérieur. L'époque des économies repliées et refermées sur elles est terminée. Tout le monde, tous les marchés s'ouvrent de plus en plus, et il se regroupe des blocs commerciaux importants, que ce soit en Europe, ici en Amérique du Nord, vers l'Amérique du Sud, ou que ce soit le bloc asiatique.

L'an dernier, une délégation parlementaire est allée en Australie. On a pu constater que ce pays veut s'intégrer au bloc économique de l'Asie. Tout le monde essaie de faire cela sans nécessairement perdre sa propre identité politique. Les Australiens sont des Australiens, même s'ils veulent adhérer à des marchés économiques avec l'Asie.

La même chose est soumise à la population québécoise qui aura à se prononcer. Ce que je veux, c'est la rassurer en lui démontrant qu'avec des comportements comme celui du gouvernement aujourd'hui, on peut s'apercevoir que la réalité économique, lorsque vient le temps d'agir concrètement, prend le dessus sur un discours politique stratégique qui vise à semer des craintes, de la confusion ou amener les gens à douter. Je dis souvent que l'économie est une chose et que la politique en est une autre. J'étais en économie avant d'être en politique et peut-être que ce sera l'inverse plus tard, je ne sais pas, mais il m'apparaît assez clair que les courants. . .

**M. Silye:** Dans six semaines.

• (1545)

**M. Brien:** On verra. Si les Québécois disent oui, effectivement, ce sera pour bientôt. Mais on verra, autrement. Mais, il y a là une logique économique à laquelle tous les partis politiques, peu importe les discours qu'ils ont tenus, ont dû adhérer dans les dernières années. Je ne crois pas qu'il y ait de partis dans cette Chambre ou très peu de députés qui soient opposés à l'ouverture de nos frontières et aussi au fait qu'on puisse maintenant aider nos entreprises à accéder à l'économie des autres pays.

Le marché américain est un marché extrêmement intéressant. Il l'est actuellement et il le sera encore davantage dans les prochaines années, parce qu'on connaît très bien l'attraction naturelle qui existe actuellement pour le commerce nord-sud. Oui, avec le temps, au Canada, on avait développé une économie est-ouest. On avait mis sur pied un réseau ferroviaire, mis au point des infrastructures pour favoriser ce commerce. On voit ce qui se passe maintenant avec le démantèlement du réseau ferroviaire. Ce sont des canaux plus naturels qui prennent maintenant le dessus. Le gouvernement a moins les moyens de créer les canaux plus artificiels qu'on a essayé de créer.

Il y a quand même des échanges économiques importants qui se sont développés grâce à cela avec le temps et qui resteront, mais il y a une attraction naturelle pour le marché nord-sud, une attraction et un pôle commercial important. On pense entre autres à tous les États du nord des États-Unis, mais on pense aussi à plus loin, dans le marché américain. Il y a là des possibilités d'affaires extrêmement intéressantes qui sont là aujourd'hui et qui seront là aussi après le 30 octobre. Elles seront toujours là.

Il s'agit de tirer notre épingle du jeu là-dedans. Cela dépend d'une chose, de la capacité de nos entrepreneurs à fabriquer des produits avec un bon rapport qualité-prix. Si on est bons aujourd'hui, on sera bons dans un mois. Les Canadiens seront encore bons dans un mois et nous, les Québécois, nous serons également encore bons là où nous le sommes actuellement. Là où nous sommes moins bons, nous ne le deviendrons pas instantanément. Ce n'est pas vrai, il faudra travailler fort. Mais, on continuera à conclure des affaires sur la base de la logique des affaires.

Il faudra arrêter, à un moment donné, de créer de la confusion dans l'opinion publique sur le fait que les affaires se développent en fonction des opinions politiques stratégiques que peuvent émettre les politiciens. Le monde des affaires sera encore là bien après le gouvernement actuel. La logique de libre-échange continuera probablement plus longtemps que le gouvernement actuel, du moins je l'espère, et on voit qu'il y a là du développement intéressant.

Donc, pour conclure, j'aurai la chance de reparler plus tard cet après-midi sur un autre projet de loi où on reviendra sur la taxation, mais dans ce projet-là, qui contient 100 pages encore une fois de tarifs douaniers modifiés pour aller en conformité avec les ententes et les traités qu'on signe au niveau international, on retrouve une mesure qui va dans le sens du développement économique, qui va selon une logique économique, celle d'aujourd'hui, celle de demain. Je suis content de voir que le gouvernement va dans ce sens, et quand vient le temps de discuter concrètement d'économie, il existe une certaine logique qui sera aussi là dans six semaines.